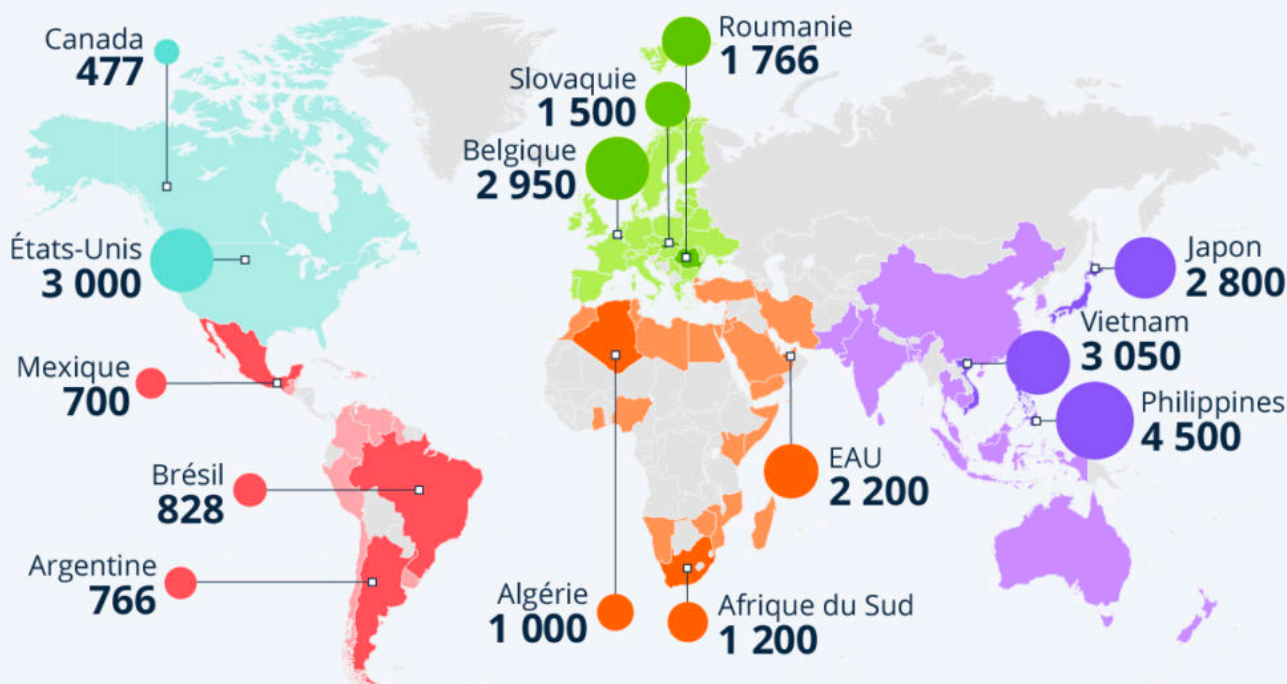


Intelligence artificielle : les deepfakes explosent

Intelligence artificielle : l'explosion des deepfakes



Pays ayant connu les plus fortes hausses de cas de fraude par deepfake de 2022 à 2023, par région (en %)*



L'étude couvre plus de 2 millions de cas de fraude à l'identité dans 224 pays/territoires. Toutes les données sont agrégées et anonymisées. * Régions telles que définies par la source.

Source : Sumsb Identity Fraud Report 2023



Écrit par le 25 août 2024

Les deepfakes (abréviation de « deep learning » et « fake ») sont des enregistrements vidéo ou audio réalisés ou modifiés à l'aide de l'[intelligence artificielle \(IA\)](#). Avec le développement et le perfectionnement des technologies d'IA générative ces dernières années, les cas de fraude par deepfake se multiplient dans le monde. Comme le montre notre carte basée sur les chiffres du rapport annuel de la société [Sumsu](#), les tentatives de fraude à l'identité liées aux deepfakes ont explosé entre 2022 et 2023 dans de nombreux pays du globe.

Par exemple, le nombre de cas de fraude de ce type a augmenté de 4 500 % d'une année sur l'autre aux Philippines, suivis par des pays comme le Vietnam (+ 3 050 %), les États-Unis (+ 3 000 %) et la Belgique (+ 2 950 %). Les capacités de l'intelligence artificielle étant susceptibles de continuer à augmenter significativement à l'avenir, les tentatives de fraude par deepfake pourraient s'étendre à de multiples domaines. « Nous avons vu les deepfakes devenir de plus en plus [convaincants](#) ces dernières années et cela ne fera que se poursuivre et s'étendre à de nouveaux types de fraude, comme on l'a vu avec les deepfakes vocaux », commente Pavel Goldman-Kalaydin, responsable du département couvrant l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique chez Sumsu, dans le rapport susmentionné.

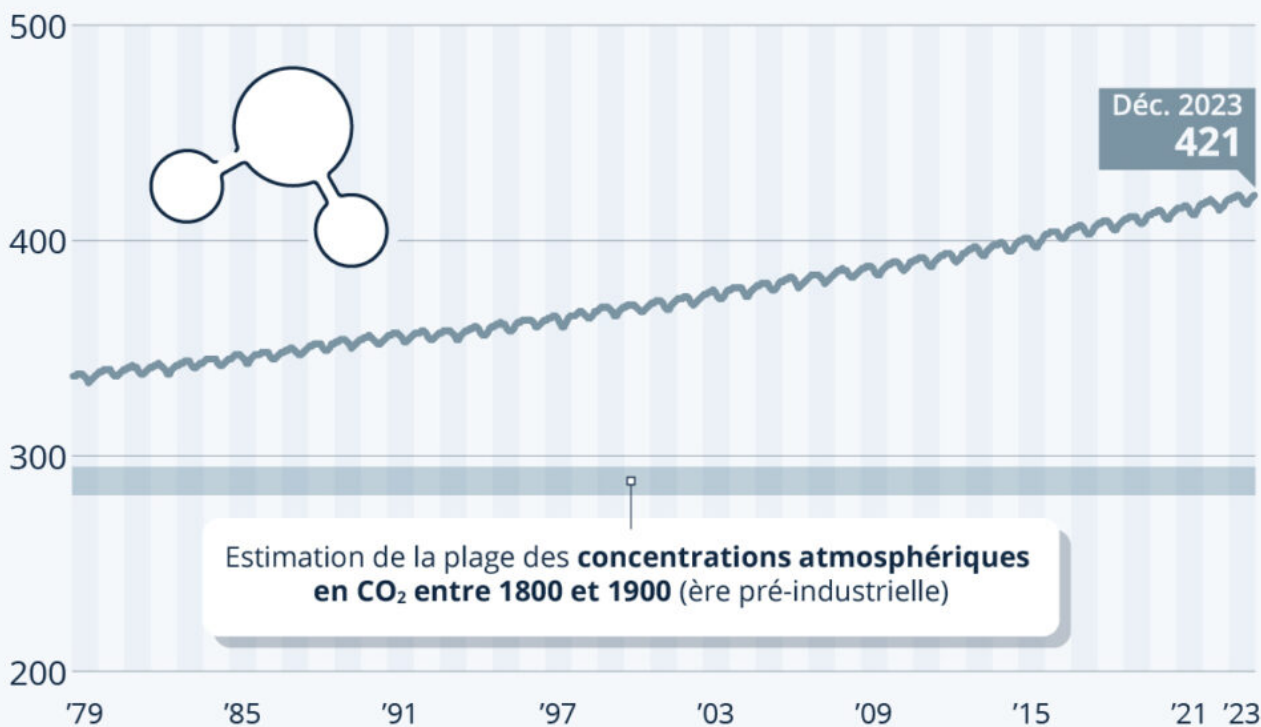
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Le rythme d'accroissement du CO2 dans l'atmosphère s'accélère

Ecrit par le 25 août 2024

Le rythme d'accroissement du CO₂ dans l'atmosphère s'accélère

Évolution de la concentration mensuelle de CO₂ dans l'atmosphère (1979-2023) et niveau à l'ère pré-industrielle



Sources : NOAA, ESRL, SIO, université de Melbourne



statista

Selon le [suivi](#) de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique, en décembre 2023, l'atmosphère de la Terre affichait une concentration de 421 parties par million (ppm) du principal [gaz à effet de serre](#), le dioxyde de carbone. Cela représente 4 ppm de plus qu'il y a deux ans et 24 ppm de plus qu'il y a dix ans, en 2013.

Ecrit par le 25 août 2024

Toujours selon l'agence américaine, le rythme d'accroissement annuel du dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère, essentiellement dû à la [combustion des énergies fossiles](#), a triplé depuis les années 1960. Comme l'indique également notre graphique, on estime que la concentration atmosphérique en CO₂ est supérieure d'environ 50 % au niveau de l'ère pré-industrielle (19^{ème} siècle).

L'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère a un [impact direct sur le climat](#). « Le niveau actuel des concentrations de gaz à effet de serre nous conduit vers une augmentation des températures bien supérieure aux objectifs de l'Accord de Paris d'ici à la fin du siècle », a averti Petteri Taalas, le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, lors de la publication du dernier rapport sur les gaz à effet de serre de l'agence en novembre dernier.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Seulement 5% de la population européenne est musulmane

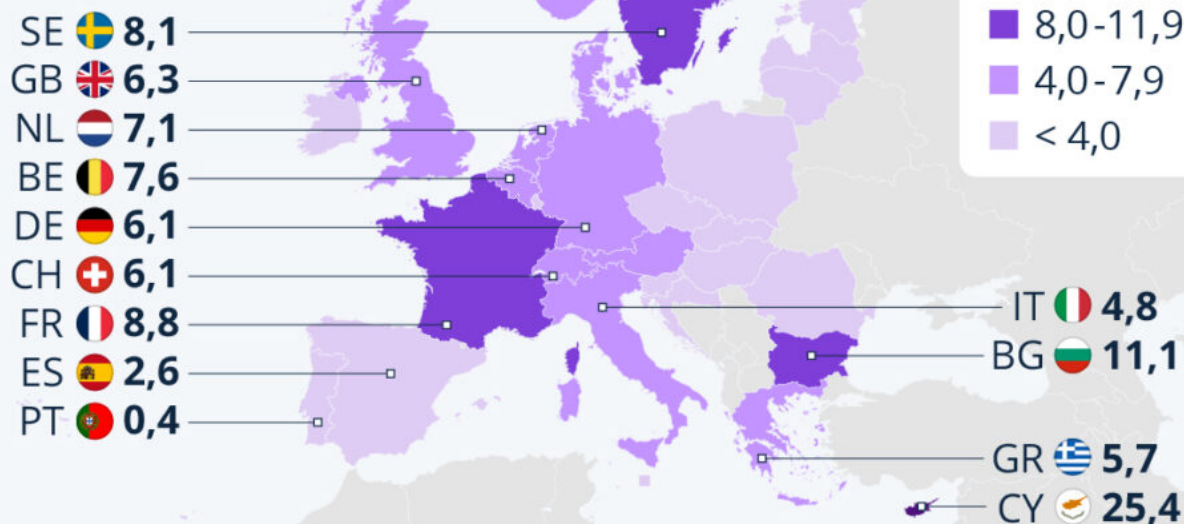
Ecrit par le 25 août 2024

Environ 5 % de la population européenne est musulmane

Part estimée des musulmans dans la population d'une sélection de pays européens en 2016, en %



En 2016, les musulmans représentaient **4,9 %** de la population européenne



Source : Pew Research Center



statista

Chaque année, le 15 mars marque la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie, définie comme la peur, les préjugés et la haine envers les personnes de confession musulmane et leur religion. En France, les actes islamophobes ont connu une forte hausse depuis la fin de l'année 2023, encouragés en partie par l'actualité, mais également, d'après SOS Racisme, par « la libération d'une parole raciste à la télévision et sur les réseaux sociaux. » Dans son message à l'occasion de cette journée internationale,

Écrit par le 25 août 2024

le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres note : « Les personnes de confession musulmane se heurtent à une discrimination institutionnelle et à d'autres barrières qui portent atteinte à leurs droits humains et à leur dignité. » Soulignant que la hausse des actes antimusulmans s'inscrit dans une tendance plus vaste de multiplication des attaques contre les minorités religieuses, particulièrement contre la communauté juive, il ajoute : « nous devons tous nous unir pour lutter contre l'intolérance, les stéréotypes et les préjugés. »

Comme le montre notre carte, basée sur les données du Pew Research Center, si l'[islam](#) existe en Europe depuis plus d'un millénaire, la population musulmane ne représente cependant qu'une faible minorité sur le continent, puisqu'elle n'était que 4,9 % de la population européenne en 2016. Seuls deux des pays étudiés (hors pays à majorité musulmane de l'ouest des Balkans) comptaient plus de 10 % de musulmans : Chypre (25,4 %) et la Bulgarie (11,1 %). En France, la part de la population de confession musulmane était alors de moins de 9 %, mais elle était bien plus basse en Europe de l'Est : les pays baltes, la Slovaquie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque ou encore la Roumanie avaient tous des populations musulmanes qui représentaient moins de 1 % de leur population totale.

De Valentine Fourreau pour Statista

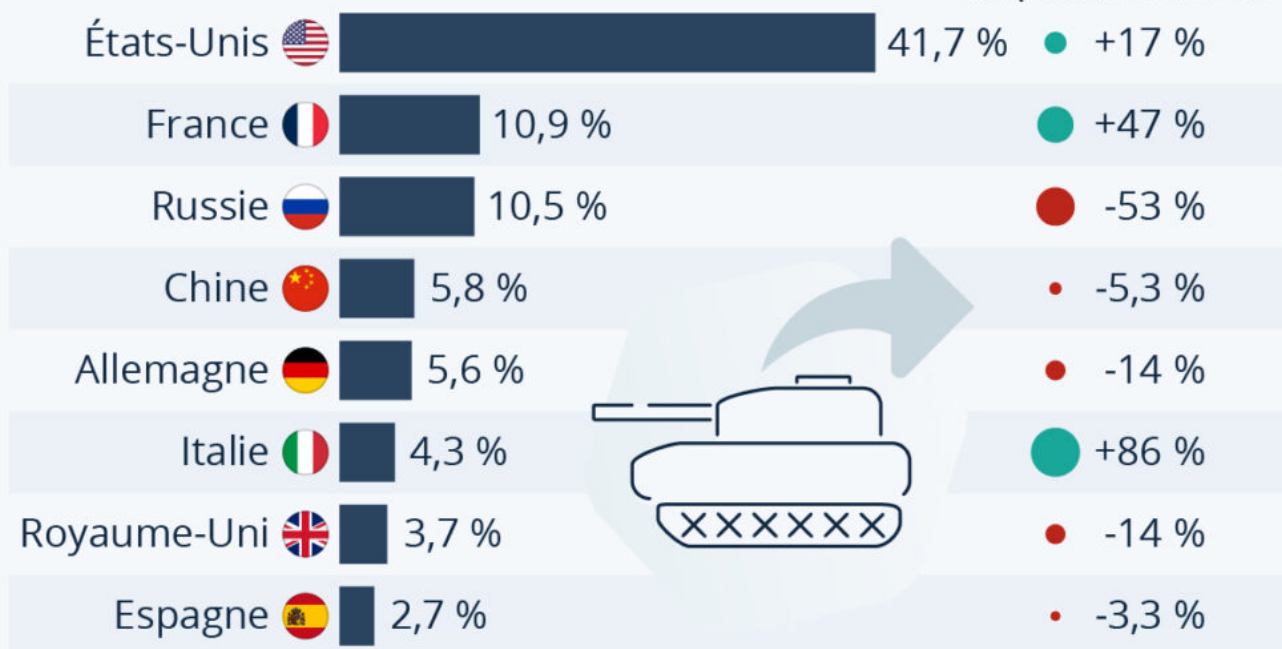
La France est devenue le deuxième exportateur d'armes dans le monde

Ecrit par le 25 août 2024

La France devient le deuxième exportateur mondial d'armes

Principaux exportateurs d'armes selon la part dans les exportations mondiales entre 2019 et 2023

Évolution par rapport à la période 2014-2018



Basé sur la taille/valeur des transferts d'armes indépendamment du prix d'achat.

Source : SIPRI



statista

La France est récemment devenue le deuxième exportateur mondial d'armes, derrière les États-Unis, selon le [rapport annuel](#) de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). Au cours des cinq dernières années, soit entre 2019 et 2023, les États-Unis ont représenté 41,7 % du total des exportations d'armes dans le monde, la France 10,9 % et la Russie 10,5 %. La Chine (5,8 %) et l'Allemagne (5,6 %) complètent le top 5.

Écrit par le 25 août 2024

Avec des exportations d'armement qui ont augmenté de 47 % entre la période 2014-2018 et 2019-2023, la France est passée juste devant la Russie, dont les ventes d'armes à l'international ont chuté de moitié en valeur sur la même période. Alors que la Russie avait effectué des transferts d'armes vers 31 États en 2019, elle n'en a exporté que vers 12 en 2023.

Comme le rapporte SIPRI, la hausse substantielle des exportations françaises est principalement due aux livraisons d'avions de combat Rafale à l'Inde, au Qatar et à l'Égypte. « La France profite de la forte demande mondiale pour stimuler son industrie de l'armement par le biais des exportations », observe Katarina Djokic, chercheuse au SIPRI. Dans le détail, sur la période étudiée, environ les trois quarts des [exportations d'armes de la France](#) sont allées vers des pays du Moyen-Orient et de la région Asie-Pacifique.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

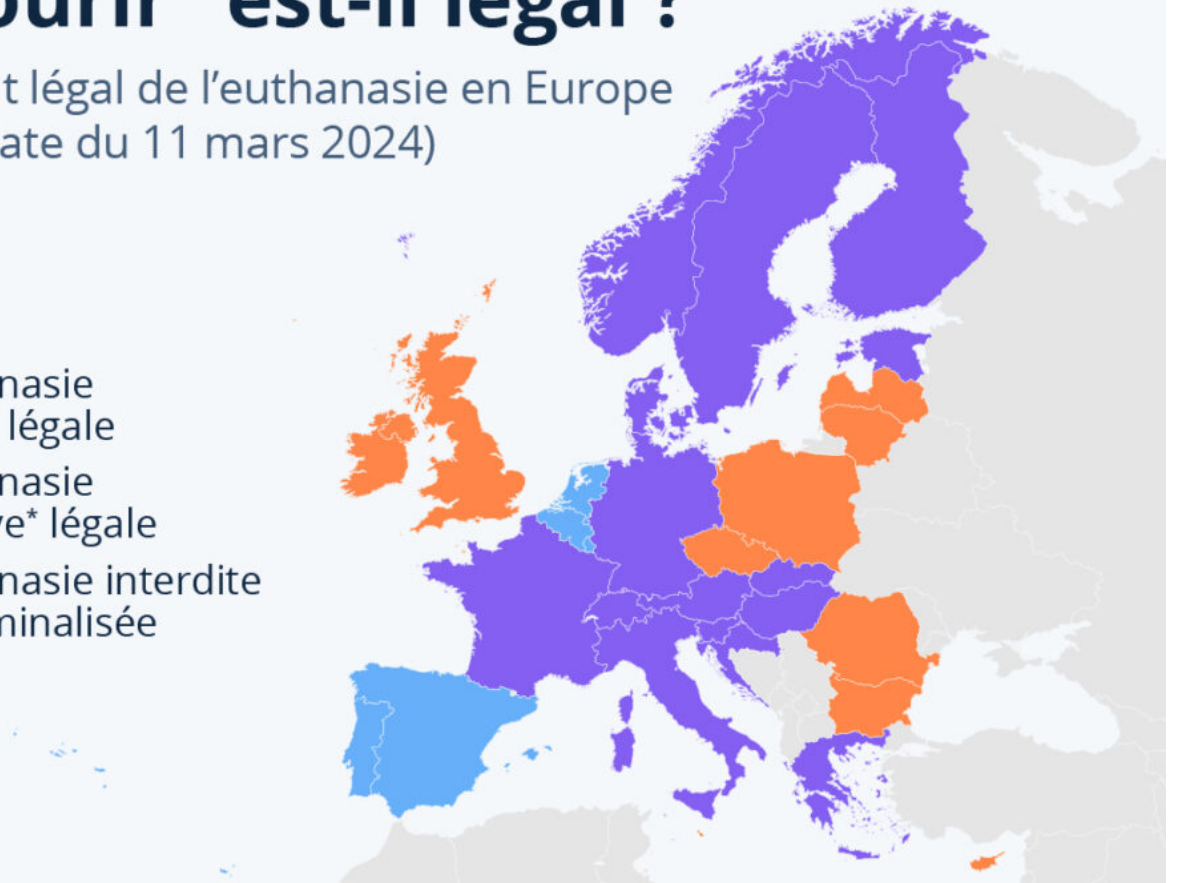
Où en Europe le « droit de mourir » est-il légal ?

Ecrit par le 25 août 2024

Où en Europe le "droit de mourir" est-il légal ?

Statut légal de l'euthanasie en Europe
(en date du 11 mars 2024)

- Euthanasie active légale
- Euthanasie passive* légale
- Euthanasie interdite et criminalisée



* Euthanasie passive/indirecte : décision d'arrêter d'essayer de prolonger la vie, par exemple en débranchant un respirateur.

Source : Toute l'Europe



Au lendemain de l'interview du président de la République dans laquelle il l'évoquait, le Premier ministre, Gabriel Attal, a confirmé lundi 11 mars qu'un projet de loi pour une « aide à mourir » devrait être présenté en avril au Conseil des ministres, puis étudié à l'Assemblée à partir du 27 mai. Le texte prévoit d'offrir la possibilité « de demander une aide à mourir sous certaines conditions strictes » à certains patients atteints de maladies incurables, et, pour les patients dont la demande serait acceptée, ouvrirait

Ecrit par le 25 août 2024

la voie au suicide assisté ou possiblement à l'euthanasie.

Comme le monde notre carte, basée sur des données compilées par le site [Toute l'Europe](#), seuls cinq pays européens ont pour le moment légalisé l'euthanasie active, c'est-à-dire le fait de donner intentionnellement la mort à un patient afin de mettre fin à ses souffrances : les Pays-Bas depuis 2001, la Belgique depuis 2002, le Luxembourg depuis 2009, l'Espagne depuis 2021, et le Portugal depuis 2023. L'euthanasie active se différencie du suicide assisté, qui consiste à se donner soi-même la mort avec l'aide d'autrui, par exemple un médecin qui prescrirait les drogues nécessaires. Elle est également différente de l'euthanasie passive, ou « laisser mourir », qui consiste à cesser d'essayer de prolonger la vie d'un patient incurable en refusant l'acharnement thérapeutique. Celle-ci est autorisée en France depuis le vote de la loi Leonetti en 2005, ainsi que dans de nombreux autres pays européens, comme le Danemark ou la Grèce. Certains pays qui reconnaissent le droit à l'euthanasie passive autorisent également le suicide assisté : c'est le cas, par exemple, de l'Allemagne et de l'Italie.

L'euthanasie reste cependant complètement illégale, et parfois sévèrement pénalisée, dans plusieurs pays d'Europe. En Bulgarie, par exemple, l'aide au suicide est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à six ans de prison ; à Malte, la peine peut aller jusqu'à douze ans. Au Royaume-Uni, l'euthanasie peut être considérée, selon les circonstances, comme un homicide volontaire ou un meurtre, et elle est passible de la prison à vie.

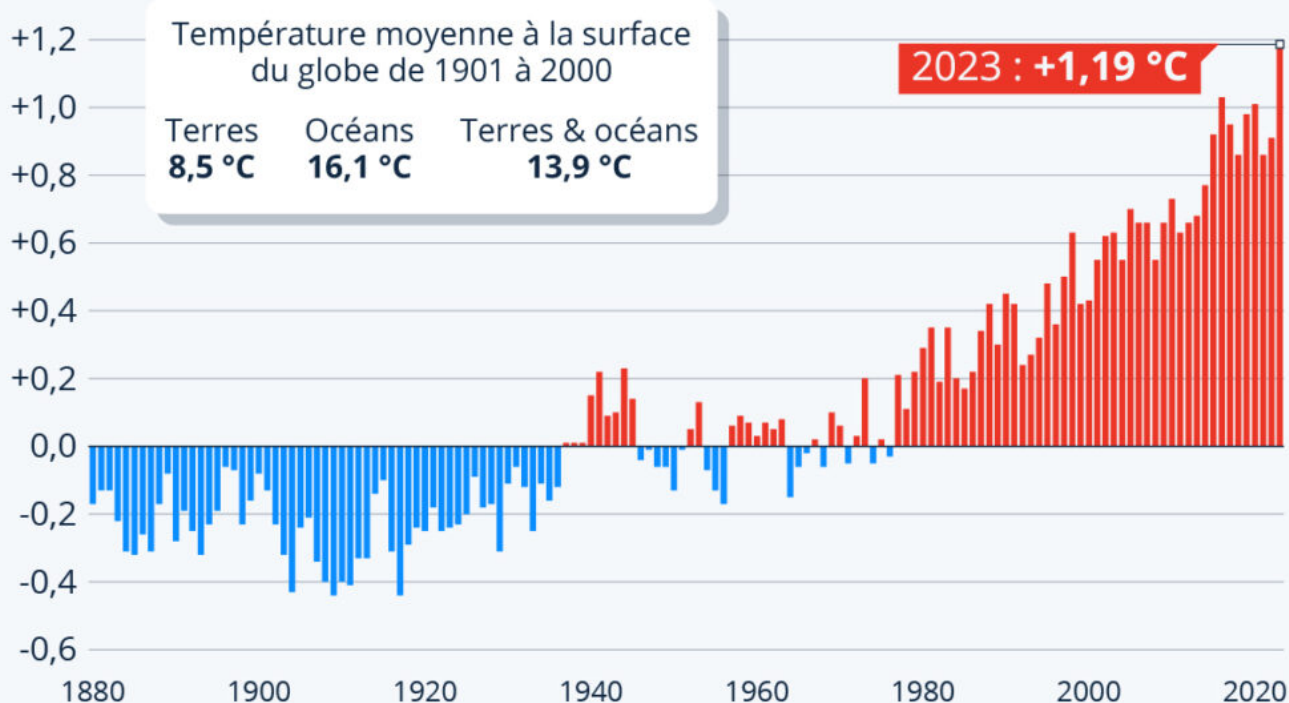
De Valentine Fourreau pour Statista

2023 a été l'année la plus chaude jamais mesurée

Ecrit par le 25 août 2024

2023, année la plus chaude jamais mesurée

Anomalies de température à la surface des terres et océans (en °C par rapport à la moyenne du 20e siècle)



Source : NOAA



statista

Alors que la Cour des comptes déplore que les mesures mises en places par les villes Françaises pour s'adapter au dérèglement climatique soient largement insuffisantes, un [rapport](#) de l'Agence européenne de l'environnement (AEE) souligne que ses effets risquent d'impacter bien plus l'Europe dans les années à venir. L'Europe serait en effet le continent qui se réchauffe le plus vite, et risque de faire face à des risques climatiques majeurs si des mesures pour les atténuer ne sont pas mises en place rapidement. «

Ecrit par le 25 août 2024

La chaleur extrême, la sécheresse, les incendies de forêt et les inondations que nous avons connus ces dernières années en Europe vont s'aggraver, y compris dans les scénarios optimistes du réchauffement climatique, et affecteront les conditions de vie sur tout le continent », d'après l'AEE.

Comme le montre notre graphique, qui retrace les anomalies de température mondiale, sur terres et océans, par rapport à la moyenne du 20e siècle (basé les données de la [NOAA](#)), le réchauffement global tend à s'accélérer depuis une quarantaine d'années. Entre 2013 et 2022, la température moyenne mondiale a dépassé de 1,14 °C les niveaux de 1850-1900, et ce réchauffement s'accompagne d'une accélération de la montée du [niveau des océans](#), d'une [fonte record](#) des glaciers et de conditions météorologiques extrêmes. De nombreux experts estiment maintenant que l'objectif de l'Accord de Paris, à savoir ne pas dépasser 1,5 °C de réchauffement global par rapport à l'époque préindustrielle, n'est désormais plus atteignable. Selon le [rapporteur](#) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), François Gemenne, le seuil de 1,5 °C de réchauffement pourrait être franchi d'ici 2035.

De Valentine Fourreau pour Statista

Ramadan : la durée de la journée de jeûne selon les villes

Ecrit par le 25 août 2024

Ramadan : la durée du jeûne quotidien dans le monde

Durée moyenne de la journée de jeûne du Ramadan dans une sélection de villes en 2024*



* Données pour le 25 mars 2024, soit environ à la moitié du Ramadan.

Source : Islamic Finder



statista

Le mois le plus sacré de l'[islam](https://www.islam.fr), le Ramadan, a débuté ce lundi 11 mars en France, a annoncé la veille la Grande mosquée de Paris (GMP) dans un communiqué. Comme tous les ans, la date exacte n'est confirmée qu'à quelques jours de l'événement, lors de la « Nuit du doute. » La date de début du Ramadan n'est pas forcément unanime dans le monde et il arrive que des divergences voient le jour en fonction de l'observation de la Lune (à l'œil nu, à l'aide de la science astronomique, etc). La fin du Ramadan a, quant

Écrit par le 25 août 2024

à elle, été fixée autour du mardi 9 avril.

Durant le Ramadan, manger, boire ou avoir des relations sexuelles ne sont pas permis pour les musulmans pratiquants entre le lever et le coucher du soleil. Si la pratique du jeûne quotidien peut s'avérer éprouvante en règle générale, elle peut l'être encore plus dans des pays nordiques comme la Norvège, où la durée du jour est particulièrement longue du printemps à l'été. À Oslo par exemple, il faudra attendre en moyenne plus de 15 heures entre le suhur (repas de l'aube) et l'iftar (repas de rupture du jeûne), selon les données du site [Islamic Finder](#) pour la date du 25 mars 2024, qui correspond environ à la moitié du ramadan. En comparaison, la durée du jeûne à cette date sera de 13 h 40 min à Paris, 13 h 30 min à La Mecque et 13 h 13 min à Jakarta en Indonésie.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les forces de l'ordre et la déontologie

Ecrit par le 25 août 2024

Les forces de l'ordre et la déontologie

Chiffres clés issus de l'étude "Déontologie et relations police-population" du Défenseur des droits

69,1 %

des policiers pensent que l'utilisation de plus de force que ce qui est prévu par les règles devrait être tolérée dans certains cas

45,7 %

des agents se disent insuffisamment formés aux droits des citoyens

51,8 %

considèrent que mener à bien la mission est prioritaire

45,2 %

considèrent que respecter le règlement est plus important

Étude menée auprès de 1 600 gendarmes et policiers entre juin 2022 et mars 2023 dans sept départements de France métropolitaine.

Source : Défenseur des droits



statista 

Une [récente enquête](#) réalisée par des chercheurs du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (Cesdip) pour le Défenseur des droits met en lumière certaines attitudes dangereuses des [forces de l'ordre](#) vis-à-vis de la population et de la loi. L'étude, intitulée « Déontologie et relations police-population », a été réalisée entre juin 2022 et mars 2023 auprès de plus de 1 600 gendarmes et policiers dans sept départements de France métropolitaine. Les résultats sont inquiétants :

Ecrit par le 25 août 2024

54,8 % des répondants considèrent par exemple qu'il existe souvent une contradiction entre efficacité et respect du règlement, et 69,1 % des policiers pensent que l'utilisation de plus de force que ce qui est prévu par les règles devrait être tolérée dans certains cas. Une large majorité (80,5 %) considéraient cependant le fait de donner un coup non justifié à un suspect comme grave ou très grave.

Si 53,3 % des répondants estimaient que leur mission première consiste à arrêter les délinquants et faire respecter la loi, près de la moitié des agents (45,7 %) se disaient cependant insuffisamment formés aux droits des citoyens. Malgré des interactions largement positives avec la population (70,8 % des répondants disaient avoir été remerciés au moins une fois lors du dernier mois), seuls 23,8 % des policiers et 34,3 % des gendarmes disaient pouvoir faire confiance aux citoyens pour se comporter comme il faut. De plus, 47,3 % considéraient ne pas avoir à informer et justifier de leur action devant les habitants. De façon intéressante, une large majorité des personnes ayant pris part à l'enquête (78,9 % des gendarmes et 72,7 % des policiers) se disaient assez ou très satisfaits de leur poste actuel.

De Valentine Fourreau pour Statista

Comment les dépenses sociales ont évolué en France depuis 2000 ?

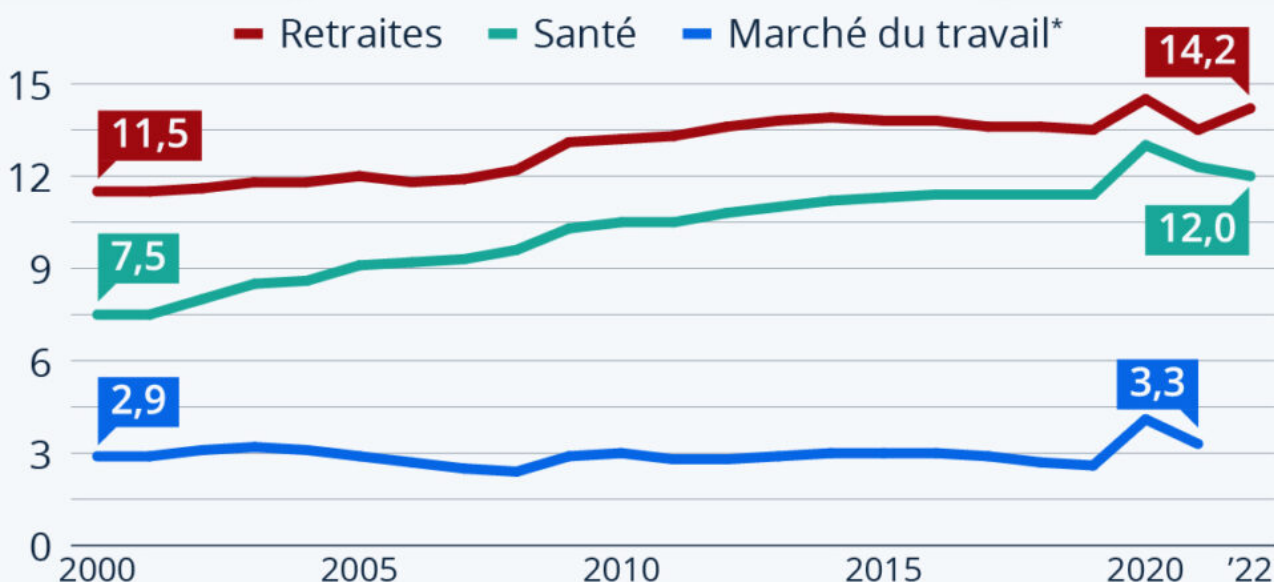
Ecrit par le 25 août 2024

L'évolution des dépenses sociales en France

Dépenses publiques de protection sociale exprimées en pourcentage du PIB (sélection de postes de dépenses)

Total en 2000 : **28,5 %**

Total en 2022 : **32,2 %**



* Inclut : services publics de l'emploi, formation, aides à l'embauche et à la création d'emplois, allocations de chômage. Dernière donnée disponible : 2021.

Sources : OCDE, Drees



statista

Selon les chiffres publiés par la direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees), la France dépensait l'équivalent de 32,2 % de son PIB pour les [prestations sociales](#) en 2022 (dernière année disponible), soit un chiffre supérieur de cinq points à la [moyenne de l'Union européenne](#) qui se situe à environ 27 % du PIB. Comme l'indique notre graphique basé sur les données de l'[OCDE](#) et de la [Drees](#), depuis le début du siècle, la part des dépenses sociales dans le PIB en France a augmenté de

Ecrit par le 25 août 2024

près de 4 points de pourcentage (contre une hausse de 2 points dans l'UE).

Dans le détail, ce sont les [dépenses publiques](#) de santé qui ont le plus augmenté, avec une part passée de 7,5 % à 12,0 % du PIB entre 2000 et 2022 (+4,5 points de pourcentage). De leur côté, les dépenses consacrées aux pensions de [retraite](#) étaient en hausse de près de 3 points depuis le début du siècle, atteignant 14,2 % en 2022. La hausse des dépenses dans ces deux postes est notamment liée au [vieillessement de la population](#).

En comparaison, rapportées au PIB, les dépenses dédiées au marché du travail — incluant les services publics de l'emploi, la formation, les aides à l'embauche et à la création d'emplois, ainsi que les [allocations chômage](#) — sont restées relativement stables sur la période étudiée, soit autour de 3 % du PIB (hormis un pic à 4 % en 2020).

Il est important de noter que les pics de dépenses rapportées au PIB de 2009 et de 2020 correspondent à des années pour lesquelles le produit intérieur brut s'est fortement contracté, du fait respectivement de la crise financière mondiale et de la pandémie de Covid-19.

De Tristan Gaudiaut pour Statista